

DIRECTION

Objet : Schéma Régional des
Carrières
Dossier suivi par :
Fabrice PIVETEAU
02 97 46 32 00 / 06 08 41 56 55
fabrice.piveteau@bretagne.chambagri.fr

Signalé

	RS	RD	RP
M. NAVEZ			
T. ALEXANDRE			
F. SEACH			
SPN			

REÇU LE

07 JUN 2019

DREAL Bretagne-Direction

DREAL Bretagne
Monsieur le Directeur
10 rue Maurice FABRE
35 000 RENNES

Rennes, le 29 mai 2019

REÇU LE

12 JUN 2019

DREAL/SPN

Monsieur le Directeur,

Conformément aux dispositions de l'article L 515-3 du code de l'environnement et de l'article L 112-1 du code rural, vos services ont sollicité l'avis de notre organisation sur le projet arrêté du Schéma régional des carrières de Bretagne (SRC).

Au travers des travaux engagés depuis 2015, nous relevons que le Schéma régional s'est attaché à établir un diagnostic exhaustif sur la ressource minérale et des besoins afin d'établir une réflexion prospective à 12 ans sur un scénario d'exploitation.

Le scénario retenu a permis d'établir les enjeux **environnementaux**, sociétaux et économiques et par déclinaison des orientations afin d'y répondre.

Concernant le volet agricole, nous relevons que les observations émises par notre organisation au cours de l'été 2016 ont été reprises dans leur totalité dans les enjeux et sont déclinées dans les orientations en point 1-2 sur les besoins de l'agriculture, en point 2-6 relatif à la préservation de l'espace et en point 5-4 sur les choix de réaménagement.

Parallèlement, aux travaux menés sur le SRC, le décret du 1 septembre 2016 est venu préciser les modalités d'application de la notion de compensation agricole introduite par la loi d'avenir du 13 octobre 2014, ce qui renforce également la prise en compte des enjeux agricoles dans les projets de création ou d'extension de carrières.

De plus, conformément aux engagements avancés lors du CoPIL de janvier 2017 et dans un souci d'anticipation des futurs projets de carrières, la chambre d'agriculture de Bretagne et l'UNICEM ont relancé le projet d'écriture d'une convention entre nos deux organisations.

Il nous apparaît cependant nécessaire d'insister sur le fait que l'intérêt national ou régional d'exploitation d'un gisement minéral ne doit pas conduire à minorer les intérêts agricoles d'un territoire, et de citer en guise d'exemple, le cas de la commune de PACE.

Sous réserve de la prise en compte de cette dernière observation, nous présentons une suite favorable sur votre document.

Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de nos salutations distinguées

Le Président de la Chambre d'Agriculture de Bretagne
André SERGENT



Rue Maurice Le Lannou
CS 74223
35042 Rennes Cedex
Tél 02 23 48 27 50
chambres-agriculture-bretagne.fr

Adresse de correspondance :
Rue Maurice Le Lannou
CS 74223
35042 Rennes Cedex

02 23 48 27 50
chambres-agriculture-bretagne.fr

Etablissement public
Siret 183 500 0160 0021
APE 9411Z